

La colère des cheminots est aussi la nôtre

Ce mardi 12 juin est un nouveau temps fort de la mobilisation des travailleurs du rail. Quel que soit notre secteur d'activité, quel que soit notre statut, souhaitons que cette « journée de la colère cheminote » soit un succès et qu'elle montre à nouveau que les cheminots rejettent l'attaque du gouvernement.



Précaires ou non, du public ou du privé, d'une entreprise grande ou petite, c'est en tant que travailleurs que leur combat nous concerne. Les cheminots défendent tout ce qui compte pour n'importe quel travailleur : leurs conditions de travail, leurs salaires, leur relative sûreté de l'emploi. Avec leur grève, ils font un premier pas pour s'opposer aux attaques que nous subissons tous.

Macron s'est attelé à la réforme de la SNCF après une rafale de mesures qui ont été autant d'attaques contre les classes populaires. Dans la foulée, il espérait imposer un recul sans combat aux dizaines de milliers de cheminots. Eh bien, il n'a pas pu les mettre au pas sans susciter leur opposition massive ! Leur mobilisation, qui dure depuis des semaines, est un grain de sable qui grippe la mécanique de cette politique anti-ouvrière : ne serait-ce que pour ça, les cheminots peuvent être fiers de leur lutte !

Malgré tout ce que rabâchent les médias, malgré la gêne qu'il entraîne, leur mouvement rencontre toujours de la sympathie. Ils le constatent lors de leurs actions en direction des usagers et vers d'autres entreprises. Et le fait que les cheminots aient l'envie et la préoccupation de s'adresser aux autres travailleurs est l'un des aspects positifs de ce mouvement. Oui, la grève des cheminots, qui marque l'actualité sociale et politique depuis des semaines, montre le chemin à l'ensemble du monde du travail.

Car en face, Macron promet de nouveaux coups. En plus des retraites, il est maintenant question des aides sociales. Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé, assure qu'il n'y aura pas de coupes budgétaires pour les plus pauvres. Mais en même temps, elle dit s'interroger sur les aides jugées inefficaces, comme l'Allocation spécifique de solidarité. Et elle parle de rediscuter des critères d'attribution du RSA puisqu'ils ne « permettent pas le retour à l'emploi ».

Comme si c'était les critères d'attribution des minimas sociaux qui fabriquent le chômage et pas les licenciements massifs ! Et parmi les patrons licenciés, l'État figure en bonne position : non seulement, il ne crée pas les emplois nécessaires dans les secteurs vitaux pour la population, mais il en supprime ! Il a même renvoyé vers le chômage des centaines de milliers de contrats aidés.

Le gouvernement prétend vouloir un « accompagnement individuel » des plus pauvres, mais c'est un accompagnement vers le bas, vers encore plus de précarité, plus d'exploitation ! Qu'il s'agisse d'accorder ou non une aide sociale permettant à peine de vivre ou une augmentation de salaire, pour le gouvernement comme pour le grand patronat, « individualiser » rime avec faire accepter toutes leurs conditions.

Voilà la société qu'ils mettent en place. Une société où le gouvernement serre la vis à tous ceux qui ont été jetés au chômage, pendant que les plus riches se gavent comme jamais. Un monde où Carrefour licencie 2 100 travailleurs tandis que l'ex- PDG du groupe, Georges Plassat, part en retraite avec près de 17 millions d'euros en poche, qui pourraient même s'arrondir d'un bonus de 900 000 euros si l'assemblée des actionnaires le valide !

En opposition à ce monde taillé sur mesure pour les capitalistes, l'avenir des travailleurs passe par le chemin que les cheminots ont emprunté à leur niveau, celui des réactions collectives. Il n'y en a pas d'autre.

L'histoire de la classe ouvrière se confond avec celle de ses luttes. Et même lorsque les travailleurs ne se battent pas, la lutte de classe reste leur quotidien, car le patronat, lui, ne désarme jamais. Il a tout un appareil d'État et les gouvernements successifs à son service pour défendre ses privilèges et ses profits !

C'est en montrant leur force au cours de grèves massives et d'explosions sociales que les travailleurs ont contraint les capitalistes à lâcher du lest. Il faudra de nouveau que nous fassions craindre aux possédants de tout perdre. Il faudra qu'ils aient peur d'une explosion de colère telle qu'elle menace leurs propriétés et leur monopole sur l'économie. Ce qu'il faut mettre en

cause, c'est le pouvoir des capitalistes d'imposer leur loi aux travailleurs et à toute la société.

Pour LO65, F Meunier